

DIRCOFI NORD

Généralisation d'Agora, Généralisation du boycott

Ça y est, Agora arrive petit à petit dans les services. Après de multiples avaries techniques et de fortes résistances là où elle a été expérimentée, l'application se propose d'entrer dans le quotidien des agents.

Il faut le noter d'entrée de jeu : une première victoire a été obtenue, la «pointeuse sur le bureau» est abandonnée en l'état, mais une nouvelle expérimentation sera lancée en juin pour que les habitudes horaires des agents soient tout de même intégrées dans Agora. Il ne faut donc pas baisser la garde !

Ceci étant, il faut bien rappeler que le véritable objectif d'Agora, ce n'est pas seulement de dématérialiser les procédures «papier». Avec l'apport d'IBM, la DGI veut mettre en place un système intégré de ressources humaines qui lui permettra de choisir les meilleures compétences pour les affectations à venir, c'est à dire de gérer une flexibilité maximale.

Les 4000 suppressions d'emplois pour les 3 ans à venir vont « faire des trous », mais la DGI croit pouvoir y remédier en sélectionnant et déplaçant les agents en fonction de ses besoins. Agora, c'est donc une réforme en profondeur de toute la gestion des personnels qui se cache derrière une «offre de services» en apparence «utile».

○ Surtout ne pas céder aux intimidations

Depuis que le projet existe, les organisations syndicales le combattent sans réserve. En 2005, dans les 12 directions expérimentales, les agents ont partagé les analyses syndicales et c'est aussi grâce à leur boycott que la réforme a pris du retard.

Depuis fin mars, seul le module «libre service» est livré et il se déploie au fil des semaines par groupes de 20 directions.

Les autres modules arriveront plus tard, soit parce qu'ils ne sont pas encore au point, soit pour ne pas effrayer les agents. Cette stratégie d'émiettement révèle l'état d'esprit de l'administration qui fait tout pour éviter une réaction globale des personnels. Nous sommes donc en position de force et le mot d'ordre de boycott total d'Agora s'inscrit dans la logique des actions à mener contre les méthodes managériales qui pourrissent la vie au travail.

Il faut dans la période s'organiser pour résister. Les intimidations vont se multiplier, mais il faut tenir bon.

Pourquoi un agent qui refuserait d'utiliser une application informatique de gestion serait punissable ? Jusqu'à preuve du contraire la DGI n'oblige pas les contribuables particuliers à télédéclarer, elle ne fait que les inciter ! Par ailleurs, au sujet des congés, sur quelle base un agent qui refuserait de se soumettre à une machine se les verrait-il refuser ? Aucune ! L'instruction sur les congés est très claire, elle précise

même que «les demandes rédigées sur l'imprimé n° 82 sont communiquées pour décision au chef de service». Les motifs de refus relèvent de la «nécessité de service» qui doit être solidement argumentée. Utiliser ou pas un logiciel de GRH ne relève pas de cadre-là ! Qui plus est, vu le nombre considérable d'incidents techniques qu'a vécu Agora pendant 3 ans de tests, de nombreuses pannes ou dysfonctionnements surgiront encore et nous n'admettons pas que des congés ou des remboursements de frais soient refusés au prétexte que le canal Agora n'a pas été utilisé !

○ Chassons le monstre !

Des notes circulent, elles invitent les agents à s'autoformer en se débrouillant avec un CD Rom et à corriger les anomalies qu'ils découvriront dans leur dossier informatisé. Nous y insistons, ce n'est pas aux agents de corriger les erreurs pour offrir ainsi aux managers un dossier complet qu'ils pourront utiliser ensuite comme bon leur semble (notation, promotions, affectations). Qui plus est, les services de direction, qui se retrouvent noyés à cause de cet outil vraiment pas au point, sont bien en peine d'obtenir de la Centrale les solutions pour remédier aux anomalies bloquantes qu'ils recensent chaque jour.

Sur le fond et sur la forme Agora est mauvais, il faut donc chasser le monstre !

Dans une période où les agents vont devoir «ramer» pour que les contribuables puissent passer tant bien que mal le cap de leurs obligations déclaratives, il est légitime qu'ils s'affranchissent d'un système qui va encore un peu plus empoisonner leurs conditions de vie au travail. Il est absolument nécessaire de rejeter cette application dans sa globalité et de le faire radicalement puisque l'administration refuse de négocier.

- Pour garder le «bénéfice» des systèmes de badgeage actuels, le pointage ne doit pas être inclus sous quelque forme que ce soit dans Agora, sinon c'est une machine qui gèrera les plannings et autorisera ou pas les congés.

- Pour maintenir quelques garanties en matière d'affectation, il ne faut pas offrir aux managers un outil de sélection des profils, qui plus est dans un contexte marqué par des milliers de suppressions d'emplois. Pour limiter les possibilités d'intrusion dans notre vie privée, il ne faut pas permettre à la Direction Générale de se constituer un fichier unique sur sa «ressource humaine», bourré de données personnelles et professionnelles.

Pour toutes ces raisons, il ne faut pas mettre le doigt dans Agora, il faut refuser d'alimenter le libre service car ce n'est qu'un appât. Boycoter Agora, c'est se protéger pour l'avenir.

POUR LES ETATS DE FRAIS ET LES DEMANDES DE CONGE UTILISEZ LE FORMAT PAPIER